



ARTEMARE PLU

Modification n° I du Plan Local d'Urbanisme



DOSSIER POUR NOTIFICATION



I – Additif au rapport de présentation

PROCEDURE	DATE
PLU approuvé le	12 Septembre 2016
Arrêté prescrivant la modification n° I, le	

SOMMAIRE

CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE.....	2
PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	3
1. LA SITUATION	3
2. HISTORIQUE DU PLAN LOCAL D'URBANISME	4
3. LES RAISONS DE LA MODIFICATION	4
ÉVOLUTION DES DOCUMENTS	1
ÉVOLUTIONS DU ZONAGE	1
INCIDENCE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	2
1. LES ZONES RÉGLEMENTAIRES ET INVENTAIRES DE BIODIVERSITÉ.....	2
2. LES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.....	5
CONCLUSION	6
1. LA PROCÉDURE DE MODIFICATION	6
2. LES PIÈCES DU DOSSIER.....	7

CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Le présent document a pour objet de compléter le rapport de présentation du plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'**Artemare** et de présenter les évolutions apportées au dit PLU, à l'occasion de sa modification N°1 conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

Article L153-36 :

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »

Article L153-40 :

*« Avant l'ouverture de l'enquête publique **ou avant la mise à disposition du public** du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »*

Article L153-47

« Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent, dans un délai de trois mois à compter de la transmission à l'établissement public du projet de modification simplifiée lorsque celui-ci procède de l'initiative du maire d'une commune membre et ne porte que sur son territoire, ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. Lorsque le projet de modification simplifiée procède d'une initiative du maire d'une commune membre et ne porte que sur le territoire de celle-ci, le bilan de la mise à disposition est présenté par ce maire devant l'organe délibérant de l'établissement public, qui délibère sur le projet dans les trois mois suivant cette présentation. »

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

I. La situation

La commune de **Artemare** se situe dans le département de l'Ain, à environ 17 km au Nord-Ouest du lac du Bourget et à environ 44 km au Sud de Nantua. **Artemare** se situe sur le massif du Fierloz.

Population : 1 237 habitants (chiffre de l'INSEE 2017)

Superficie : 375 hectares



Situation de la commune, source : Géoportail

La commune fait partie de l'EPCI de la Communauté de Communes Bugey Sud créé en 2014 et du syndicat mixte du bassin versant du Séran. Elle est située dans l'arrondissement de Belley et dans la couronne urbaine de la commune de Belley, à ce titre elle est dans l'aire d'attractivité de celle-ci. La commune est couverte par le SCoT du Bugey approuvé par délibération le 26 Septembre 2017.

2. Historique du plan Local d'urbanisme

La commune d'**Artemare** dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 12 Septembre 2016. Depuis le PLU n'a connu aucune modification.

3. Les raisons de la modification

La commune souhaite pouvoir faire évoluer son document d'urbanisme pour :

- Modifier le zonage d'une parcelle en **UE** qui serait reclassée en une zone **UA**

JUSTIFICATION DE LA MODIFICATION

La zone **UE** visée se trouve dans le centre du bourg à proximité de la mairie et de l'école publique de la commune. Cette zone était initialement prévue pour accueillir l'extension de l'école.



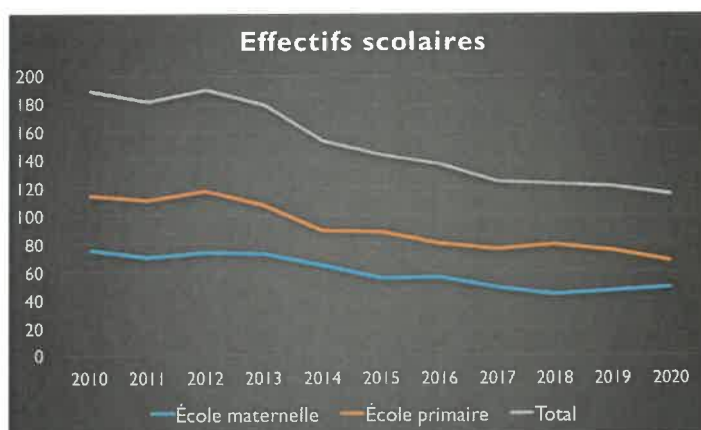
Ce projet n'apparaît plus réaliste pour la commune en raison de la baisse du nombre d'enfant scolarisés dans la commune. En effet, l'évolution des effectifs de l'école permet de constater une perte de 74 élèves en classe primaire et maternelle confondues entre 2010 et 2020.

En effet, même si, au regard de la courbe démographique on remarque une croissance positive (en 2007 il y avait 1 081 habitants et la commune est passée à 1 237 habitants en 2017), en revanche, la répartition des classes d'âges démontre que la part des habitants de 0 à 14 ans a diminué entre 2007 et 2017, passant de 18,1% de la population à 16,7% (voir tableau ci-dessous).

Cela se traduit par une baisse régulière des effectifs scolaires.

	2007	%	2012	%	2017	%
Ensemble	1 081	100,0	1 175	100,0	1 237	100,0
0 à 14 ans	195	18,1	209	17,8	206	16,7
15 à 29 ans	152	14,1	154	13,1	180	14,5
30 à 44 ans	236	21,8	235	20,0	202	16,3
45 à 59 ans	223	20,7	255	21,7	257	20,8
60 à 74 ans	183	16,9	205	17,5	242	19,5
75 ans ou plus	92	8,5	117	9,9	151	12,2

Population par grandes tranches d'âges, source : INSEE, RP 2007, RP 2012 RP 2017



Effectifs scolaires de la commune entre 2010 et 2020, source : mairie de Artemare

Le PADD prévoyait une croissance démographique de 1,1% par an soit une augmentation de 234 habitants à horizon 2030. D'après l'INSEE entre 2012 et 2017 la croissance est de 1 % par an.

Le PADD prévoyait un renouvellement urbain à travers la réorganisation du quartier mairie-école de la commune. Cette parcelle en zone **UE** faisait partie de ce projet.

Aujourd'hui le projet de restructuration urbaine n'est pas remis en cause, puisque plusieurs bâtiments sont conservés pour un usage communal (la salle des associations, le local de la mairie), mais la question de l'extension et du déplacement de l'école n'y est plus prégnante.

De ce fait la commune souhaite rouvrir toute possibilité d'usage pour cette parcelle, dans la mesure où cela ne s'oppose pas à l'orientation générale du PADD de restructuration urbaine du quartier mairie-école, en la déclassant de la zone spécifique **UE**.

Le reclassement en zone **UA** plus généraliste permet de rouvrir la possibilité d'une fonction d'activité (ou autre) au bâtiment actuellement inutilisé.

ÉVOLUTION DES DOCUMENTS

Évolutions du zonage

- ⇒ La zone UE sera diminuée de 0,264 hectares et la zone UA sera augmentée de 0,264 hectares. Le changement de zonage permet de réintégrer la parcelle dans la zone généraliste UA qui l'entoure.

Vue aérienne et Cadastre : Géoportail 1 / 1 200



Le zonage du PLU actuel (2016)



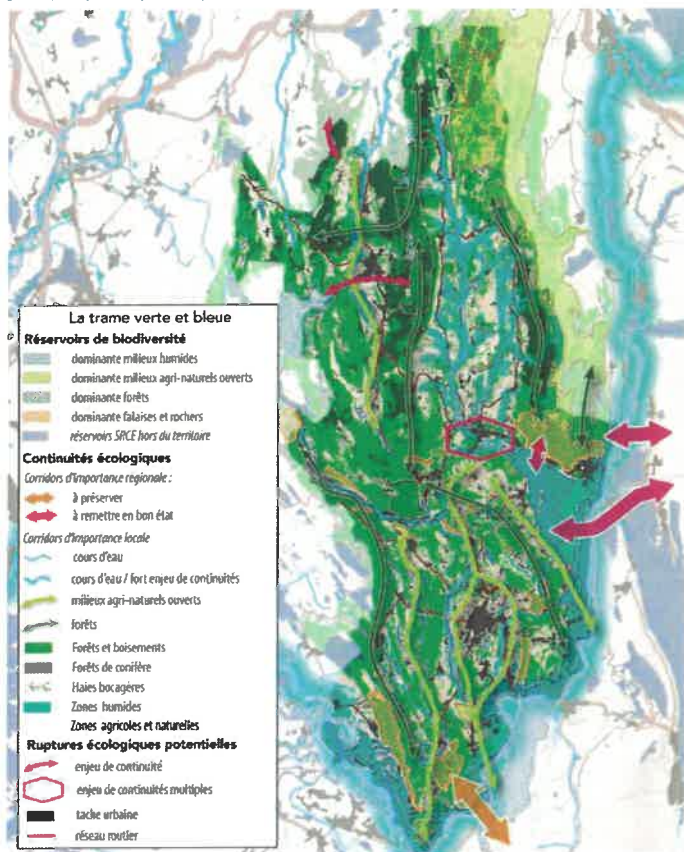
L'évolution du zonage proposée



INCIDENCE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

1. Les zones réglementaires et inventaires de biodiversité

Les grands principes et objectifs de gestion de la trame verte et bleue pour un bon fonctionnement écologique du territoire

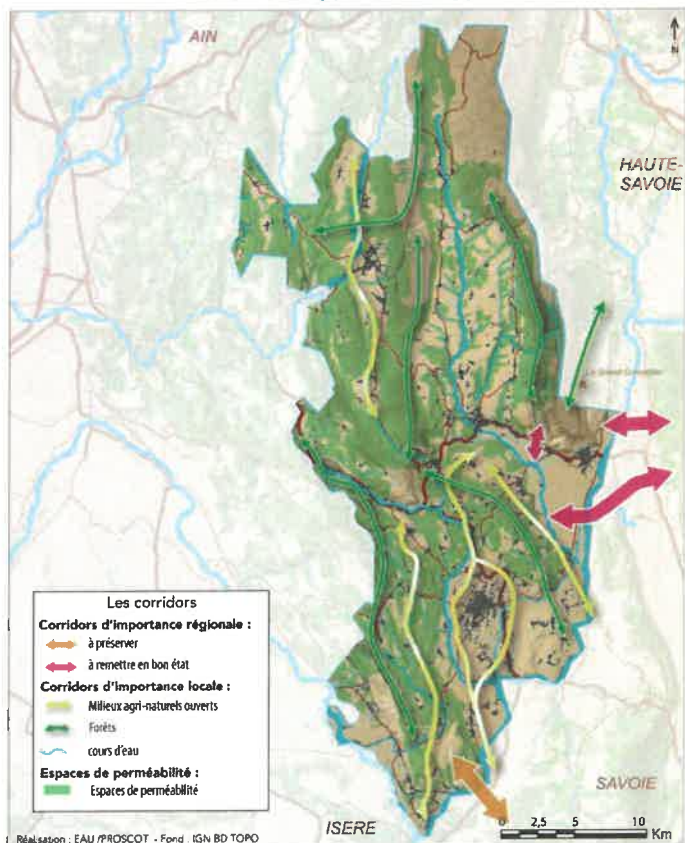


Les corridors écologiques du SCoT du Bugey

Le SCoT du Bugey

Au regard du SCoT du Bugey on remarque que la commune se situe sur un espace identifié comme porteur d'un enjeu de continuités multiples. Cet enjeu est relatif à la présence des ZNIEFF de type II citée plus haut.

Les grands principes et objectifs de gestion de la Trame Verte et Bleue, source : Extrait du SCoT Bugey



Au regard de cette carte du SCoT on remarque que sur la commune sont identifiés des corridors d'importance locale constitués par des cours d'eau, cependant aucun corridor d'importance régionale n'est identifié.

Les corridors écologiques du SCoT du Bugey, source : Extrait du SCoT Bugey

Toutefois, la modification concernant une parcelle bâtie à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, celle-ci n'a pas d'impact sur les continuités écologiques repérées sur la commune.

La ZNIEFF de type I – 820030662 - Cascade du Sérán

D'une superficie de 13,77 hectares cette zone, située au nord-ouest de la commune, recouvre un espace qui présente un caractère patrimonial faunistique et floristique.

Cette zone est protégée au titre de la Loi Montagne et de l'arrêté de protection de biotope, d'habitat naturel ou de site d'intérêt géologique. En effet un couple de Faucon pèlerin y est repéré, ce rapace de plus en plus rare, menacé par les pesticides qui le rendent stérile, trouve ici un espace propice à son développement. La cascade constituée par des falaises de la forêt de Cormaranche et le Grand Colombier (1000 m d'altitude), se situe dans le bassin du Sérán, elle constitue un lieu privilégié pour ce rapace qui prend de la hauteur.



ZNIEFF de type I Géoportail, 1 / 20 000

La ZNIEFF de type I – 820031205 – Marais de Lavours

D'une superficie de 1 710,59 hectares cette zone, située au sud-est de la commune, recouvre un espace qui présente un caractère patrimonial faunistique et floristique.

Située entre le massif jurassien et le massif des Alpes cet espace était autrefois recouvert par des grands marais hérités de la fonte des glaciers. Les propriétés du sol limoneux, argileux et tourbeux en font une zone propice au développement d'une flore endémique tel que l'orchidée *Liparis de Loesel* ainsi que de nombreuses plantes carnivores. De plus cette zone représente un espace de rencontre d'amphibiens entre une petite faune issue des glaciers (septentrionale) et une petite faune remontant les cours d'eau de la vallée du Rhône (méridionale). Les rebords du marais constitués de prairies humides de roselières et de végétation sont des lieux de vie pour une avifaune remarquable mais aussi pour des oiseaux pour lesquels ils représentent une halte migratoire.



ZNIEFF de type I Géoportail, 1 / 20 000

La ZNIEFF de type II – 820030722 – Valromey

D'une superficie de 9 731,61 hectares cette zone recouvre un espace caractérisé par un intérêt patrimonial et fonctionnel. Cet ensemble fonctionnel est constitué de paysage rural, bocager et diversifié. Des entités géologiques divers sont observées des zones rocheuses, des pelouses sèches, des vallons recouverts de ruisseaux, des massifs forestiers. Ces espaces sont des endroits propices au développement d'une faune spécifique telle que le crapaud Sonneur à ventre jaune, les chauve-souris ou encore l'écrevisse à pattes blanches réputée pour sa sensibilité à l'eau polluée.



ZNIEFF type II, Géoportail 1 / 20 000

La ZNIEFF de type II – 820031196 – Bassin de Belley

D'une superficie de 15 551,94 hectares cet espace est caractéristique d'un intérêt patrimonial, fonctionnel, géologique, géomorphologique et paysager. Ce zonage identifie l'intérêt particulier des interactions entre des milieux très contrastés falaises, pelouses sèches et zones humides. La prise en compte de leur fragilité doit permettre de les protéger. Cette zone remplit les fonctions naturelles suivantes : rôle hydraulique (expansion des crues, ralentissement des ruissellements, auto épuration et soutien d'étiage), rôle biologique (passage, reproduction et alimentation pour des espèces faunistiques, ornithologiques, aquatiques, mésofauniques).



ZNIEFF type II, Géoportail 1 / 20 000

Toutefois, la modification concernant une parcelle bâtie à l'intérieur de l'enveloppe urbaine qui ne se trouve pas dans aucune des ZNIEFF décrites ci-dessus.

L'Espace Naturel Sensible (ENS) du Massif du Fierloz

D'une superficie de 74 hectares le plateau calcaire du massif de Fierloz, au sud-ouest de la commune, est labellisé Espace Naturel Sensible en 2015. Ce label ne confère pas de mesure de protection particulière mais permet de mettre en évidence le caractère singulier du lieu et d'envisager des modes de valorisation de celui-ci.

Son point culminant est à 300 mètres d'altitude et permet d'observer le bas Bugey composé notamment du Grand Colombier, du marais de Lavours, de la cascade de Cerveyrieu et du Mont Planachat. Le caractère remarquable du site est dû à la diversité des entités biologiques.

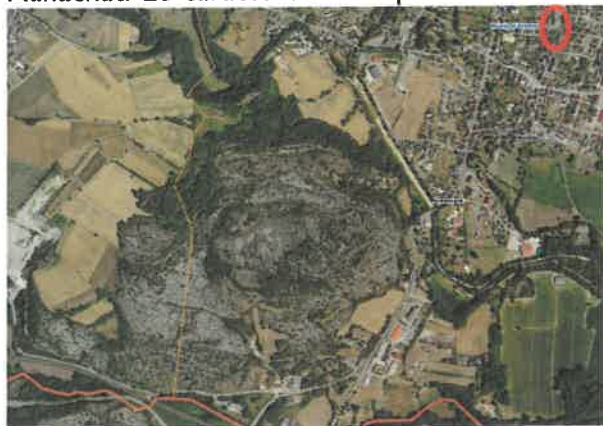
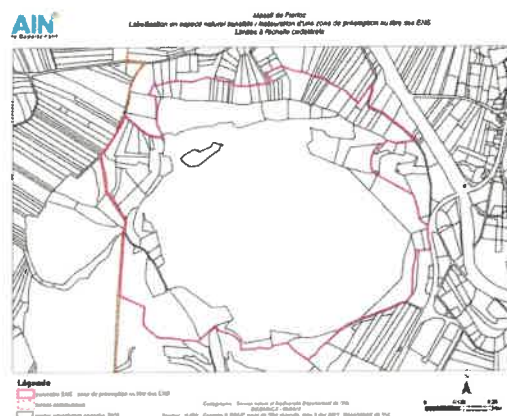


Photo aérienne Géoportail



Massif du Fierloz, Patrimoines.ain.fr

Arrêté préfectoral de protection biotope 020 (APPB020)

Cet arrêté vise la protection des oiseaux rupestres. D'une surface totale d'environ 11 535,6 ha cet espace couvre environ 1,38 % de la superficie communale. Il fait partie de l'inventaire des zones humides

Toutefois la modification concerne une parcelle bâtie à l'intérieur de l'enveloppe urbaine loin de l'ENS et de l'espace de protégé et géré.



2. Les incidences du projet sur l'environnement

Le projet n'a donc pas d'impact notable sur l'environnement et les secteurs les plus sensibles du territoire de la commune. En effet le changement de zonage ne porte pas atteinte aux quatre ZNIEFF citées au-dessus ni à l'ENS.

La parcelle concernée est déjà en zone urbaine constructible. Cette zone gardera sa qualité urbaine et constructible, c'est uniquement la fonction urbaine de la zone qui est visée par la modification.

La modification du zonage n'a donc par conséquent pas d'incidence notable sur la consommation d'espace, le paysage, la biodiversité, les ressources en eau, l'assainissement, l'énergie et le climat et n'entraîne pas de pollution ou de nuisance.

CONCLUSION

I. La procédure de modification

La modification N°1 du PLU doit permettre la reconversion d'une zone **UE**, destinée initialement à une reconversion d'un bâtiment d'activité pour une extension de l'école, et qui pourra désormais être utilisé pour toute activité compatible avec la fonction urbaine de centre bourg.

Considérant les évolutions à apporter, il est possible de conduire cette procédure dans le cadre d'une **modification** du PLU telle qu'elle est prévue aux articles L153-36 et suivants puisque l'évolution du document n'aura pas pour effet :

- Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durable ;
- Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

Dans la mesure où la modification entraînera, pour la parcelle concernée, une ouverture à une fonction autre que de l'équipement, l'évolution envisagée est susceptible d'entraîner une évolution des droits à construire.

Il s'agira donc ici d'une **modification de droit commun** (avec enquête publique) et non simplifiée, conformément à l'article L 153-41 du Code de l'Urbanisme.

La procédure de modification est dans ce cas adaptée puisque que le changement de zonage ne modifie pas le projet politique de restructuration du secteur mairie - école porté par le PADD. En effet celui-ci est toujours d'actualité et pourra continuer à exister.

2. Les pièces du dossier

Les pièces du présent dossier pour la modification du PLU de la commune d'Artemare sont :

- **1** - Le présent additif au rapport de présentation, présentant les raisons de la modification et l'évolution du zonage / règlement graphique du PLU.
- **2** – L'extrait du plan de zonage indiquant l'évolution de la zone **UE**.

Ce dossier sera transmis à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (**MRAE**), dans le cadre de la demande d'examen au « **cas par cas** » pour l'évaluation environnementale, Le dossier de modification sera notifié aux Personnes Publiques Associées et à l'INAO.

Après notification aux personnes publique associées, le dossier de modification du PLU sera mis à l'enquête publique pendant un mois.

A la suite de cette enquête publique, le conseil municipal pourra se prononcer sur l'approbation de ce dossier.